

bibliothèque de Montgomery, capitale de l'Alabama. Construite par Bienville, cette pyramide fut détruite vers 1765.

DAUPHIN (FORT-). V. FORT-DAUPHIN.

DAUPHIN (MONT-). V. MONT-DAUPHIN.

DAUPHIN (Augustin-Anne), littérateur français, né à Niort vers 1759, mort en 1822. Il fut professeur d'histoire à l'école centrale des Deux-Sèvres. Il a composé, outre divers ouvrages scolaires, des poèmes latins et français, entre autres : le Jugement dernier, et la Délivrance de Poitiers. Toutes ses compositions, en général médiocres, mais entremêlées de morceaux d'un ordre élevé, sont inédites.

DAUPHINE s. f. (dô-fî-ne). Hist. Femme du dauphin de France : Aujourd'hui DAUPHINE, et demain rien. (Mme Adélaïde de France.) Femme d'un dauphin viennois ; dame possédant par héritage la seigneurie du Dauphiné : Béatrix, DAUPHINE.

— Comm. Belle et forte étoffe de soie, façonnée à dispositions ou à semis de fleurs, que l'on fabriquait au dernier siècle pour robes de cour ou de grande toilette, et que l'on appelait ainsi parce qu'on avait commencé à s'en servir à l'époque où le mariage d'Antoinette d'Autriche, mariée au dauphin, était arrivée à la cour de Louis XV. Il drôguait de laine ou de soie et, au lieu de diverses couleurs, qu'on fabriquait au métier à deux marches, dans les manufactures de Reims et d'Amiens.

— Arbres. Sorte de danse.

— Arborie. Variété de poire et de prune reine-Claude.

— Horric. Variété hâtive de la laitue pomme du printemps.

DAUPHINE (place), place de Paris, l'une des plus anciennes, située à l'extrémité ouest de l'île de la Cité, et destinée à disparaître prochainement. Ouverte en 1607, elle prit le nom qu'elle porte encore à la naissance du dauphin, depuis Louis XIII. Sous la Révolution, elle échangea momentanément ce nom contre celui de place de Thionville. C'est sur son emplacement qu'ont lieu, le 11 mars 1314, le supplice des Templiers. Au centre de cette place s'élève depuis 1809 une fontaine monumentale, érigée en l'honneur de Desaix. Ce monument, peu digne du grand général que ses ennemis appelaient le Juste, et ses soldats, Sans peur et sans reproche, représente la figure de la France couronnant le buste de Desaix porté sur un cippe.

DAUPHINÉ (Delphinatus), province de l'ancienne France, bornée au N. et à l'O. par le Rhône, qui la séparait de la Bresse, du Lyonnais et du Vivarais; au S. par la Provence; au N. et au N.-E. par le Piémont et la Savoie. Cap. Grenoble; villes principales : Vienne, Valence, Embrun, Die, Gap, Saint-Paul-Trois-Châteaux, Crest, Montélimar, Nyons et Romans. Sa superficie était de 2,006,983 hectares. On la divisait en haut Dauphiné et en bas Dauphiné. Le Grésivaudan, le Gapençois, le comté d'Embrun, le Briançonnais, le Royannais et un certain nombre de baronnies formaient le haut Dauphiné. Le bas Dauphiné comprenait le Viennois, le Valentinois, le Diois et le Triémois. Cette province forme aujourd'hui les départements des Hautes-Alpes, de la Drôme et de l'Isère. Le Dauphiné renfermait deux archevêchés, Vienne et Embrun; cinq évêchés, sept commanderies de l'ordre de Malte, deux universités, un présidial, sept bailliages, trois sénéchaussées, six bailliages, dix élections et quatre juridictions royales. Ce pays est couvert en partie par des ramifications des Alpes qui s'étendent jusqu'au Rhône et présentent des sommets élevés, notamment les monts Viso, Genève, Pelvoux et Ventoux. Ces montagnes donnent naissance à de nombreux cours d'eau, dont les plus importants sont l'Isère, la Drôme, le Drac, la Durance, la Bourbe et la Romanche. Nous ne parlerons pas ici des productions agricoles du Dauphiné; le lecteur est prié de consulter à ce sujet les articles consacrés aux départements des Hautes-Alpes, de l'Isère et de la Drôme.

— Comment parler du Dauphiné, dit M. Aubert de Vitry, sans rappeler ses merveilles, dont Louis XI se glorifiait comme égales en nombre aux continents du monde? Ces merveilles, réelles ou prétendues, étaient : la Tour sans venin, bâtie, disaient-on, par Roland, à 4 kilom. de Grenoble, et qui fuyait, suivant la tradition, tous les animaux venimeux; la montagne de Delphes, située à 9 kilom. de Die; la fontaine Ardente, à 24 kilom. de Grenoble, ainsi nommée parce qu'il s'en échappait, après les temps de pluie, un gaz inflammable; la grotte de Notre-Dame-de-la-Balme, près de Grenoble, et le Rhône à plusieurs endroits, dans de belles stalactites, de cascades, de canaux et d'un petit lac portant bateau; la fontaine Vierge, ainsi nommée à cause du goût vineux de son eau minérale, et le Pré qui tremble, au milieu du lac de Pelhonnex. Nous ne devons pas mentionner, parmi les localités les plus remarquables du Dauphiné, la Grande-Chartreuse, les caves ou grottes de Sassenage; la sombre vallée de la Romanche, renommée par ses pittoresques aspects.

Le Dauphiné a fait partie de l'Allobrogie, importante fraction de Gaule originaire appelée par les Romains Transalpine. Les Allobroges formaient une tige ou republique.

Environ 120 ans avant Jésus-Christ, les habitants de Massilia (Marseille), colonie grecque, ayant appelé les Romains à leur aide pour repousser quelques peuples voisins qui les inquiétaient, donnèrent occasion à ces ambitieux et dangereux alliés de s'établir dans le midi de la Gaule, que, dans la suite, Jules César asservit tout entière, et dont il fit quatre grandes divisions; l'Allobrogie fut comprise dans celle que l'on appelle la Gaule Braccata, à cause d'une sorte de haut-de-chausses (bracca) que portaient les habitants d'une certaine partie du littoral de la Méditerranée. Les empereurs romains composèrent de nouvelles provinces, en démembrant les anciennes, et lorsqu'à la fin du iv<sup>e</sup> siècle de l'ère chrétienne on dressa la notice ou description de l'empire, la Gaule fut divisée en dix-sept provinces, dans trois desquelles se trouva enclavée par morceaux cette partie de l'Allobrogie qui, plus tard, devait constituer le Dauphiné. Ainsi, Vienna Allobrogi, aujourd'hui Vienne; Gratianopolis (Grenoble), Vapincum (Gap), Ebrodunum (Embrun), se trouvaient comprises, les deux premières, dans ces villes, dans la Viennois; les deux dernières, l'une dans la Narbonensis secunda, l'autre dans les Alpes Maritimae. Cette nouvelle division ne subsista pas fort longtemps. En 406, les Burgondes, descendants des Gaulois qui, 600 ans avant Jésus-Christ, avaient émigrés en Germanie sous la conduite d'un chef nommé Sigovève, envahirent la Gaule orientale. Ils s'emparèrent du vaste territoire qui forma plus tard la Bourgogne, la Franche-Comté, le Lyonnais, la Savoie, une partie de la Suisse et le Dauphiné.

Sous la domination des Romains, le christianisme s'était introduit chez les Allobroges; leurs nouveaux maîtres, les Burgondes, professant l'arianisme; mais comme ils ne persécutèrent pas les vaincus, l'arianisme ne fut pas orthodoxe, qu'ils ne levèrent pas sur eux d'exorbitants tributs, qu'ils ne leur imposèrent même pas leurs lois non plus que leurs coutumes, les Allobroges supportèrent leur joug sans murmurer. En 538, le royaume burgonde fut réuni à celui des Francs, après une bataille que les fils et successeurs de Clovis livrèrent près de Voiron au prince Gondemar et qu'ils gagnèrent.

En 573, les Lombards firent irruption dans l'Embrunais, mais les Français repoussèrent en Italie, et les habitants de l'ancienne Allobrogie purent jouir de quelque tranquillité jusqu'en 732. A cette époque, Charles Martel ayant vaincu et dispersé les Sarrasins, qui de l'Espagne avaient passé dans l'Aquitanie et menaçaient de dévaster la France entière, des bandes considérables de fuyards se précipitèrent dans quelques villes du Midi dont ils s'étaient précédemment emparés, et de là se répandirent sur le territoire de Grenoble, de Gap et d'Embrun. Ils n'en furent, dit-on, entièrement expulsés que deux siècles après par Isarn, évêque de Grenoble, aidé de Conrad, qui gouvernait alors le second royaume de Bourgogne, lequel avait été reconstitué en faveur d'un comte de Viennois. Ce prince, une assemblée de prélats et de seigneurs tenue dans le palais de Mantailles, près de la ville de Vienne, en 879. Mais les rois de France ne pouvaient consentir à être ainsi dépouillés d'une de leurs plus belles provinces; et sous un tel prétexte, l'opposition fut telle que deux ans, Charles le Gros, cependant, finit par lui laisser la possession de ses Etats, à la condition qu'il le reconnaîtrait pour son suzerain.

Ce second royaume de Bourgogne ne conserva pas longtemps son intégrité. Les comtes et les barons possesseurs de fiefs dans l'ancienne Allobrogie exerçaient dans leurs seigneuries une autorité absolue; les seigneurs étaient riches et puissants. Ces derniers acquirent peu à peu les autres comtés et baronnies de la province, qu'ils gouvernèrent alors tout entière sous le titre d'abord de comtes d'Albon, puis de comtes du Viennois, et enfin de dauphins du Viennois. Le premier comte du Viennois qui jouit du pouvoir souverain fut Guigues ou Gui I<sup>er</sup> qui vivait en 882; ce fut Gui IV qui prit, en 1050, le titre de dauphin, dont l'étymologie est restée incertaine. Quelques historiens le font dériver de Delphinus, surnom qui aurait été donné aux Allobroges à leur retour de Delphes, qu'ils étaient allés assiéger avec les Gaulois. Plusieurs prétendent que le nom de Dauphiné donné à la réunion des huit comtés et des cinq baronnies dans lesquels s'était subdivisée une fraction considérable du royaume de Bourgogne tire son origine de la figure d'un dauphin qu'un comte du Viennois eut la fantaisie de faire représenter sur son écu. Mais leur assertion se trouve contredite par cette circonstance que ce fut Gui VII, un des successeurs du premier dauphin Gui IV, qui introduisit cet emblème héraldique dans les armoiries des seigneurs souverains du Viennois. Enfin d'autres auteurs croient que le mot dauphin vient de delphinus, titre qui équivalait à celui de prince souverain et était en usage dans quelques nobles maisons des temps anciens. Effectivement il y a eu en Auvergne des comtes et des dauphins. Cette dernière hypothèse, moins généralement admise que les précédentes, paraît la plus rationnelle des trois. Quoi qu'il en soit, il n'en reste pas moins constant que ce titre de dignité devint le nom de la province même.

La réunion définitive du Dauphiné au royaume de France eut lieu en quelques années, soit par erreur que ce fut en 1343. Cette dernière date est celle de la visite que Humbert II, le dernier dauphin indépendant, alla faire au roi Philippe VI, dit de Valois, à cause qu'il avait épousé Marguerite de France, pour conférer avec lui de la cession que son confesseur Jean Buel, général des chartres, et son conseiller intime Henri de Villars, archevêque de Lyon, l'incitaient à faire de sa souveraineté au roi de France. Depuis la mort de son fils unique André, qui, dit-on, était tombé des bras de sa nourrice dans l'hôtel, le dauphin avait pris en dégoût les pompes et les vanités du monde; il n'aspirait plus qu'à la vie claustrale.

Secrètement prévenu par Buel et Villars des intentions de Humbert, Philippe fit à ce prince un splendide accueil. Pendant le séjour du dauphin au Bois de Vincennes, comme on appelait alors cette résidence royale, il fut arrêté entre les deux souverains que, à la mort de Humbert, la possession du Dauphiné passerait au petit-fils de Philippe VI, Charles, qui occupait le trône de France, et qui, par conséquent, fut surnommé le Sage ou le Savant. Les principales conditions du traité furent que le Dauphiné ne pourrait jamais être incorporé à la France, et que les princes qui régneraient sur ce pays seraient tenus à perpétuité de porter le titre et de prendre les armes des anciens dauphins.

La cession ainsi convenue, mais non encore signée, le dauphin retourna à Grenoble; ce fut seulement le 30 mars 1349 que fut passé à Romans l'acte de cette cession. Le Dauphiné de quatre cent quarante ans. Pendant ce temps, une somme de 40,000 écus d'or et s'engagea à lui payer une pension viagère de 10,000 livres. Plus le dauphin se rendit à Lyon, où l'attendait Charles de France, à qui il remit solennellement le sceptre, l'anneau et l'épée du prince, emblèmes du pouvoir qu'il transmettait au jeune prince. Immédiatement après, Humbert II entra dans l'ordre des dominicains. Ainsi s'éteignit la dynastie des princes souverains du Viennois, après une possession de cent cinquante ans. Pendant ce long laps de temps, le sceptre dauphinal avait été plus d'une fois tenu par des mains de femme, la loi salique n'existait pas dans la constitution du Dauphiné primitif.

Lorsque plus tard Charles monta sur le trône, il transmit le titre de dauphin à son héritier présomptif; cette règle a été invariablement suivie par tous les rois ses successeurs jusqu'à la révolution de 1830, bien que depuis 1789 le Dauphiné eût cessé d'être un pays d'états, et que depuis 1790 il fut divisé, comme toutes les autres provinces, en départements.

Il est à remarquer que le Dauphiné formant un Etat séparé qui ne devait pas être incorporé à la France, l'exécution des volontés formulées dans les lettres royales qui s'adressaient pour cette province n'y était ordonnée qu'avec le sceau particulier et au nom des dauphins. Ceux-ci auraient même dû y exercer toujours l'autorité souveraine; mais lorsque des conventions à perpétuité devinrent trop préjudiciables aux populations dans les différentes villes, elles sont censées avoir été faites, il faut bien les abroger. Or il arriva qu'un dauphin, celui qui devint le roi Louis XI, s'étant tenu quinze ans dans ses Etats, s'y attira, par ses exactions, la haine générale, et, dans le dessein de se retirer chez le duc de Bourgogne; Charles VII ordonna alors que le Dauphiné serait devoré, mais gouverné en son nom. Cependant c'est ce même dauphin Louis qui créa le parlement de Grenoble en remplaçant le conseil provincial de ce chef-lieu, et le roi en confirma l'institution. Depuis la cession faite par Humbert II de sa principauté à la couronne de France, dont le Dauphiné devint un des plus beaux fleurons, cette province s'est toujours trouvée ressentie des commotions politiques ou religieuses qui remuèrent le royaume au grand ou l'avaient annexée. Toujours aussi elle a vaillamment combattu pour la liberté en général, et pour l'indépendance de l'esprit en particulier.

Le ferait, la persévérance, le courage imperturbable, toutes les qualités qui distinguèrent les calvinistes pendant les persécutions qu'ils eurent à subir, n'ont été en aucune autre partie de la France plus rudement et plus continuellement mises à l'épreuve que dans le Dauphiné, ni mieux récompensées que dans la noble individualité de Montbrun. Ce gentilhomme dauphinois devint un objet de haine pour Henri III. A son retour de Pologne en France par le Dauphiné, ce prince fit périr sur le chemin de Lyon, par un assassinat, un huguenot, tombé vivant, mais durement blessé, au pouvoir de ses ennemis dans un combat près de Livron.

Toutefois, parmi les plus hardis champions de la liberté de conscience, il s'en trouva qui opposèrent, qui maltraitèrent aussi les populations qu'ils se donnaient la mission de défendre. Ainsi en fut-il du sanguinaire baron des Adrets et, quoiqu'à un bien moindre degré d'inhumanité, du célèbre François de Bonne de Lesdiguières. Chez le premier de ces deux personnages, aucun acte ni aucune intention louable n'étaient une cruauté cynique. Chez le second, on reconnaît une certaine grandeur morale dans l'audace qui, tout en lui facilitant les moyens de contenter son ambition,

le rendit le libérateur de ses concitoyens. Grâce à la vigueur de caractère et de tempérament de Lesdiguières, le Dauphiné fut préservé de l'envahissement du Renard des Alpes, Charles-Emmanuel, duc de Savoie, qui convoitait cette belle fraction de la renouveau de l'ennemi; mais la promptitude de la France méridionale au commencement du règne de Henri IV.

Fier de ses services et de ses succès, Lesdiguières envoya demander au roi l'autorisation de porter le titre de gouverneur du Dauphiné; le gouvernement lui en appartenait déjà de fait, puisqu'il y commandait en maître absolu. Aussi lorsque son envoyé, Bérançon, répondit aux conseillers du Béarnais, lesquels objectaient à sa demande qu'il ne pouvait pas remettre à son prince de France : « Si messieurs les conseillers de Sa Majesté ne jugent pas à propos de donner à mon maître le gouvernement du Dauphiné, il leur faudra aviser aux moyens de le lui enlever. » Henri IV sourit et dit : « Le Dauphiné est déjà de fait, puisqu'il y commandait en maître absolu. Aussi lorsque son envoyé, Bérançon, répondit aux conseillers du Béarnais, lesquels objectaient à sa demande qu'il ne pouvait pas remettre à son prince de France : « Si messieurs les conseillers de Sa Majesté ne jugent pas à propos de donner à mon maître le gouvernement du Dauphiné, il leur faudra aviser aux moyens de le lui enlever. » Henri IV sourit et dit : « Le Dauphiné est déjà de fait, puisqu'il y commandait en maître absolu. Aussi lorsque son envoyé, Bérançon, répondit aux conseillers du Béarnais, lesquels objectaient à sa demande qu'il ne pouvait pas remettre à son prince de France : « Si messieurs les conseillers de Sa Majesté ne jugent pas à propos de donner à mon maître le gouvernement du Dauphiné, il leur faudra aviser aux moyens de le lui enlever. »

Sous le règne de Henri IV, et sous la domination immédiate de Lesdiguières — un rude maître dont, au reste, le patriotisme surpassait le despotisme — les Dauphinois, en leur province, eurent un remarquable degré de prospérité matérielle, qu'elle conserva même au milieu des troubles et des conflits qui, plus tard, résultèrent des fluctuations dont fut perpétuellement agité l'esprit du Dauphiné. Henri IV donna à Louis XIII, son fils, le titre de roi de France, et Louis XIII, sous le règne de celui-ci cependant, ou, pour mieux dire, sous le règne de Richelieu, la prise de La Rochelle (le boulevard du protestantisme) et la paix qui s'en suivit mirent fin aux insurrections fréquentes de religionnaires, des catholiques et les calvinistes cessèrent de se traiter en ennemis, et l'on put, du moins, se flatter que la concorde régnerait désormais entre eux; cette tranquillité dura un demi-siècle.

En 1685, la révocation de l'édit de Nantes frappa, comme un coup de foudre, le calvinisme. Le nombre des Français professant la religion réformée qui portèrent alors dans les pays étrangers leur fortune, leur intelligence et leur industrie, fut énorme. Par suite de la révocation de l'édit de Nantes, les Dauphinois de la division militaire du département de l'Isère envoyaient contre lui. Jusque-là, Napoléon avait lentement voyagé à cheval, suivi d'une centaine au plus de grenadiers de sa garde, sans que personne eût tenté de s'opposer à sa marche. Cette tentative fut dédaignée. L'officier qui commandait les soldats du 5<sup>e</sup> leur ordonna de faire feu; mais Napoléon s'avança, laissant en arrière ses grenadiers portant leurs armes renversées. « Avez-vous le courage de tirer sur votre ancien général? » dit-il d'un voix calme.

Les cris de « Vive l'empereur! » répondirent à cette interrogation et furent répétés par les paysans accourus des champs environnants. Le bataillon tout entier passa du côté de Napoléon, moins l'officier commandant, qui retourna à Grenoble à bride abattue. L'empereur arriva vers le soir sous les murs de cette ville, dont le général Marchand avait fait fermer les portes; mais le peuple brisa les gonds, et le régime en grain du refus de charger ses armes. Napoléon entra aux acclamations unanimes des habitants et des soldats dans le chef-lieu du département de l'Isère; il en partit le lendemain en calèche. Son passage à travers le Dauphiné fut comme une marche triomphale; partout éclataient des transports d'allégresse qui n'étaient pas de commande, et les autorités n'eussent pas manqué de le réprimer, si cela avait été possible. Ce n'est pas que les Dauphinois fussent tous précisément bonapartistes; même, parmi la noblesse et la riche bourgeoisie, on aurait pu compter quelques bourbonniens, mais ils se tinrent à l'écart. Il y avait encore, et en nombre plus considérable, des adversaires du despotisme impérial, et bien des esprits restés imbus des principes républicains; les campagnes, aussi bien que les cités, se plaignaient amèrement depuis longtemps des lourdes contributions d'hommes et d'argent qui pesaient sur elles, mais, en ce moment, Napoléon apparaissait comme le génie vengeur qui allait délivrer la France du gouvernement imposé par les armes de l'étranger.

Le second règne de Napoléon I<sup>er</sup>, comme on le sait, dura cent jours. L'irruption commoulee des alliés sur notre territoire ramena, en cette même année 1815, les troupes autrichiennes dans le Dauphiné. Grenoble fit une défense héroïque, que rendirent infructueuses l'abdication de Napoléon, le 22 juin, et la capitulation de Paris, signée le 3 juillet. Depuis lors, l'histoire du Dauphiné ne présente pas de particularités saillantes, abstraction faite, toutefois, des incidents se reliant aux vicissitudes de la politique intérieure de la France. Dans les grandes villes du Dauphiné, et surtout dans celles des départements de la Drôme et de l'Isère, l'esprit public est généralement très-libéral et se préoccupe vivement de tout ce qui touche au progrès social.

Au mois de février 1814, une armée autrichienne était entrée en Savoie. Le vice-roi d'Italie, Eugène, retenu par Murat, qui avait

le rendit le libérateur de ses concitoyens. Grâce à la vigueur de caractère et de tempérament de Lesdiguières, le Dauphiné fut préservé de l'envahissement du Renard des Alpes, Charles-Emmanuel, duc de Savoie, qui convoitait cette belle fraction de la renouveau de l'ennemi; mais la promptitude de la France méridionale au commencement du règne de Henri IV.

Fier de ses services et de ses succès, Lesdiguières envoya demander au roi l'autorisation de porter le titre de gouverneur du Dauphiné; le gouvernement lui en appartenait déjà de fait, puisqu'il y commandait en maître absolu. Aussi lorsque son envoyé, Bérançon, répondit aux conseillers du Béarnais, lesquels objectaient à sa demande qu'il ne pouvait pas remettre à son prince de France : « Si messieurs les conseillers de Sa Majesté ne jugent pas à propos de donner à mon maître le gouvernement du Dauphiné, il leur faudra aviser aux moyens de le lui enlever. » Henri IV sourit et dit : « Le Dauphiné est déjà de fait, puisqu'il y commandait en maître absolu. Aussi lorsque son envoyé, Bérançon, répondit aux conseillers du Béarnais, lesquels objectaient à sa demande qu'il ne pouvait pas remettre à son prince de France : « Si messieurs les conseillers de Sa Majesté ne jugent pas à propos de donner à mon maître le gouvernement du Dauphiné, il leur faudra aviser aux moyens de le lui enlever. »

Sous le règne de Henri IV, et sous la domination immédiate de Lesdiguières — un rude maître dont, au reste, le patriotisme surpassait le despotisme — les Dauphinois, en leur province, eurent un remarquable degré de prospérité matérielle, qu'elle conserva même au milieu des troubles et des conflits qui, plus tard, résultèrent des fluctuations dont fut perpétuellement agité l'esprit du Dauphiné. Henri IV donna à Louis XIII, son fils, le titre de roi de France, et Louis XIII, sous le règne de celui-ci cependant, ou, pour mieux dire, sous le règne de Richelieu, la prise de La Rochelle (le boulevard du protestantisme) et la paix qui s'en suivit mirent fin aux insurrections fréquentes de religionnaires, des catholiques et les calvinistes cessèrent de se traiter en ennemis, et l'on put, du moins, se flatter que la concorde régnerait désormais entre eux; cette tranquillité dura un demi-siècle.

En 1685, la révocation de l'édit de Nantes frappa, comme un coup de foudre, le calvinisme. Le nombre des Français professant la religion réformée qui portèrent alors dans les pays étrangers leur fortune, leur intelligence et leur industrie, fut énorme. Par suite de la révocation de l'édit de Nantes, les Dauphinois de la division militaire du département de l'Isère envoyaient contre lui. Jusque-là, Napoléon avait lentement voyagé à cheval, suivi d'une centaine au plus de grenadiers de sa garde, sans que personne eût tenté de s'opposer à sa marche. Cette tentative fut dédaignée. L'officier qui commandait les soldats du 5<sup>e</sup> leur ordonna de faire feu; mais Napoléon s'avança, laissant en arrière ses grenadiers portant leurs armes renversées. « Avez-vous le courage de tirer sur votre ancien général? » dit-il d'un voix calme.

Les cris de « Vive l'empereur! » répondirent à cette interrogation et furent répétés par les paysans accourus des champs environnants. Le bataillon tout entier passa du côté de Napoléon, moins l'officier commandant, qui retourna à Grenoble à bride abattue. L'empereur arriva vers le soir sous les murs de cette ville, dont le général Marchand avait fait fermer les portes; mais le peuple brisa les gonds, et le régime en grain du refus de charger ses armes. Napoléon entra aux acclamations unanimes des habitants et des soldats dans le chef-lieu du département de l'Isère; il en partit le lendemain en calèche. Son passage à travers le Dauphiné fut comme une marche triomphale; partout éclataient des transports d'allégresse qui n'étaient pas de commande, et les autorités n'eussent pas manqué de le réprimer, si cela avait été possible. Ce n'est pas que les Dauphinois fussent tous précisément bonapartistes; même, parmi la noblesse et la riche bourgeoisie, on aurait pu compter quelques bourbonniens, mais ils se tinrent à l'écart. Il y avait encore, et en nombre plus considérable, des adversaires du despotisme impérial, et bien des esprits restés imbus des principes républicains; les campagnes, aussi bien que les cités, se plaignaient amèrement depuis longtemps des lourdes contributions d'hommes et d'argent qui pesaient sur elles, mais, en ce moment, Napoléon apparaissait comme le génie vengeur qui allait délivrer la France du gouvernement imposé par les armes de l'étranger.

Le second règne de Napoléon I<sup>er</sup>, comme on le sait, dura cent jours. L'irruption commoulee des alliés sur notre territoire ramena, en cette même année 1815, les troupes autrichiennes dans le Dauphiné. Grenoble fit une défense héroïque, que rendirent infructueuses l'abdication de Napoléon, le 22 juin, et la capitulation de Paris, signée le 3 juillet. Depuis lors, l'histoire du Dauphiné ne présente pas de particularités saillantes, abstraction faite, toutefois, des incidents se reliant aux vicissitudes de la politique intérieure de la France. Dans les grandes villes du Dauphiné, et surtout dans celles des départements de la Drôme et de l'Isère, l'esprit public est généralement très-libéral et se préoccupe vivement de tout ce qui touche au progrès social.

Au mois de février 1814, une armée autrichienne était entrée en Savoie. Le vice-roi d'Italie, Eugène, retenu par Murat, qui avait

le rendit le libérateur de ses concitoyens. Grâce à la vigueur de caractère et de tempérament de Lesdiguières, le Dauphiné fut préservé de l'envahissement du Renard des Alpes, Charles-Emmanuel, duc de Savoie, qui convoitait cette belle fraction de la renouveau de l'ennemi; mais la promptitude de la France méridionale au commencement du règne de Henri IV.

Fier de ses services et de ses succès, Lesdiguières envoya demander au roi l'autorisation de porter le titre de gouverneur du Dauphiné; le gouvernement lui en appartenait déjà de fait, puisqu'il y commandait en maître absolu. Aussi lorsque son envoyé, Bérançon, répondit aux conseillers du Béarnais, lesquels objectaient à sa demande qu'il ne pouvait pas remettre à son prince de France : « Si messieurs les conseillers de Sa Majesté ne jugent pas à propos de donner à mon maître le gouvernement du Dauphiné, il leur faudra aviser aux moyens de le lui enlever. » Henri IV sourit et dit : « Le Dauphiné est déjà de fait, puisqu'il y commandait en maître absolu. Aussi lorsque son envoyé, Bérançon, répondit aux conseillers du Béarnais, lesquels objectaient à sa demande qu'il ne pouvait pas remettre à son prince de France : « Si messieurs les conseillers de Sa Majesté ne jugent pas à propos de donner à mon maître le gouvernement du Dauphiné, il leur faudra aviser aux moyens de le lui enlever. »

Sous le règne de Henri IV, et sous la domination immédiate de Lesdiguières — un rude maître dont, au reste, le patriotisme surpassait le despotisme — les Dauphinois, en leur province, eurent un remarquable degré de prospérité matérielle, qu'elle conserva même au milieu des troubles et des conflits qui, plus tard, résultèrent des fluctuations dont fut perpétuellement agité l'esprit du Dauphiné. Henri IV donna à Louis XIII, son fils, le titre de roi de France, et Louis XIII, sous le règne de celui-ci cependant, ou, pour mieux dire, sous le règne de Richelieu, la prise de La Rochelle (le boulevard du protestantisme) et la paix qui s'en suivit mirent fin aux insurrections fréquentes de religionnaires, des catholiques et les calvinistes cessèrent de se traiter en ennemis, et l'on put, du moins, se flatter que la concorde régnerait désormais entre eux; cette tranquillité dura un demi-siècle.

En 1685, la révocation de l'édit de Nantes frappa, comme un coup de foudre, le calvinisme. Le nombre des Français professant la religion réformée qui portèrent alors dans les pays étrangers leur fortune, leur intelligence et leur industrie, fut énorme. Par suite de la révocation de l'édit de Nantes, les Dauphinois de la division militaire du département de l'Isère envoyaient contre lui. Jusque-là, Napoléon avait lentement voyagé à cheval, suivi d'une centaine au plus de grenadiers de sa garde, sans que personne eût tenté de s'opposer à sa marche. Cette tentative fut dédaignée. L'officier qui commandait les soldats du 5<sup>e</sup> leur ordonna de faire feu; mais Napoléon s'avança, laissant en arrière ses grenadiers portant leurs armes renversées. « Avez-vous le courage de tirer sur votre ancien général? » dit-il d'un voix calme.

Les cris de « Vive l'empereur! » répondirent à cette interrogation et furent répétés par les paysans accourus des champs environnants. Le bataillon tout entier passa du côté de Napoléon, moins l'officier commandant, qui retourna à Grenoble à bride abattue. L'empereur arriva vers le soir sous les murs de cette ville, dont le général Marchand avait fait fermer les portes; mais le peuple brisa les gonds, et le régime en grain du refus de charger ses armes. Napoléon entra aux acclamations unanimes des habitants et des soldats dans le chef-lieu du département de l'Isère; il en partit le lendemain en calèche. Son passage à travers le Dauphiné fut comme une marche triomphale; partout éclataient des transports d'allégresse qui n'étaient pas de commande, et les autorités n'eussent pas manqué de le réprimer, si cela avait été possible. Ce n'est pas que les Dauphinois fussent tous précisément bonapartistes; même, parmi la noblesse et la riche bourgeoisie, on aurait pu compter quelques bourbonniens, mais ils se tinrent à l'écart. Il y avait encore, et en nombre plus considérable, des adversaires du despotisme impérial, et bien des esprits restés imbus des principes républicains; les campagnes, aussi bien que les cités, se plaignaient amèrement depuis longtemps des lourdes contributions d'hommes et d'argent qui pesaient sur elles, mais, en ce moment, Napoléon apparaissait comme le génie vengeur qui allait délivrer la France du gouvernement imposé par les armes de l'étranger.

Le second règne de Napoléon I<sup>er</sup>, comme on le sait, dura cent jours. L'irruption commoulee des alliés sur notre territoire ramena, en cette même année 1815, les troupes autrichiennes dans le Dauphiné. Grenoble fit une défense héroïque, que rendirent infructueuses l'abdication de Napoléon, le 22 juin, et la capitulation de Paris, signée le 3 juillet. Depuis lors, l'histoire du Dauphiné ne présente pas de particularités saillantes, abstraction faite, toutefois, des incidents se reliant aux vicissitudes de la politique intérieure de la France. Dans les grandes villes du Dauphiné, et surtout dans celles des départements de la Drôme et de l'Isère, l'esprit public est généralement très-libéral et se préoccupe vivement de tout ce qui touche au progrès social.

Au mois de février 1814, une armée autrichienne était entrée en Savoie. Le vice-roi d'Italie, Eugène, retenu par Murat, qui avait

le rendit le libérateur de ses concitoyens. Grâce à la vigueur de caractère et de tempérament de Lesdiguières, le Dauphiné fut préservé de l'envahissement du Renard des Alpes, Charles-Emmanuel, duc de Savoie, qui convoitait cette belle fraction de la renouveau de l'ennemi; mais la promptitude de la France méridionale au commencement du règne de Henri IV.

Fier de ses services et de ses succès, Lesdiguières envoya demander au roi l'autorisation de porter le titre de gouverneur du Dauphiné; le gouvernement lui en appartenait déjà de fait, puisqu'il y commandait en maître absolu. Aussi lorsque son envoyé, Bérançon, répondit aux conseillers du Béarnais, lesquels objectaient à sa demande qu'il ne pouvait pas remettre à son prince de France : « Si messieurs les conseillers de Sa Majesté ne jugent pas à propos de donner à mon maître le gouvernement du Dauphiné, il leur faudra aviser aux moyens de le lui enlever. » Henri IV sourit et dit : « Le Dauphiné est déjà de fait, puisqu'il y commandait en maître absolu. Aussi lorsque son envoyé, Bérançon, répondit aux conseillers du Béarnais, lesquels objectaient à sa demande qu'il ne pouvait pas remettre à son prince de France : « Si messieurs les conseillers de Sa Majesté ne jugent pas à propos de donner à mon maître le gouvernement du Dauphiné, il leur faudra aviser aux moyens de le lui enlever. »

Sous le règne de Henri IV, et sous la domination immédiate de Lesdiguières — un rude maître dont, au reste, le patriotisme surpassait le despotisme — les Dauphinois, en leur province, eurent un remarquable degré de prospérité matérielle, qu'elle conserva même au milieu des troubles et des conflits qui, plus tard, résultèrent des fluctuations dont fut perpétuellement agité l'esprit du Dauphiné. Henri IV donna à Louis XIII, son fils, le titre de roi de France, et Louis XIII, sous le règne de celui-ci cependant, ou, pour mieux dire, sous le règne de Richelieu, la prise de La Rochelle (le boulevard du protestantisme) et la paix qui s'en suivit mirent fin aux insurrections fréquentes de religionnaires, des catholiques et les calvinistes cessèrent de se traiter en ennemis, et l'on put, du moins, se flatter que la concorde régnerait désormais entre eux; cette tranquillité dura un demi-siècle.

En 1685, la révocation de l'édit de Nantes frappa, comme un coup de foudre, le calvinisme. Le nombre des Français professant la religion réformée qui portèrent alors dans les pays étrangers leur fortune, leur intelligence et leur industrie, fut énorme. Par suite de la révocation de l'édit de Nantes, les Dauphinois de la division militaire du département de l'Isère envoyaient contre lui. Jusque-là, Napoléon avait lentement voyagé à cheval, suivi d'une centaine au plus de grenadiers de sa garde, sans que personne eût tenté de s'opposer à sa marche. Cette tentative fut dédaignée. L'officier qui commandait les soldats du 5<sup>e</sup> leur ordonna de faire feu; mais Napoléon s'avança, laissant en arrière ses grenadiers portant leurs armes renversées. « Avez-vous le courage de tirer sur votre ancien général? » dit-il d'un voix calme.

Les cris de « Vive l'empereur! » répondirent à cette interrogation et furent répétés par les paysans accourus des champs environnants. Le bataillon tout entier passa du côté de Napoléon, moins l'officier commandant, qui retourna à Grenoble à bride abattue. L'empereur arriva vers le soir sous les murs de cette ville, dont le général Marchand avait fait fermer les portes; mais le peuple brisa les gonds, et le régime en grain du refus de charger ses armes. Napoléon entra aux acclamations unanimes des habitants et des soldats dans le chef-lieu du département de l'Isère; il en partit le lendemain en calèche. Son passage à travers le Dauphiné fut comme une marche triomphale; partout éclataient des transports d'allégresse qui n'étaient pas de commande, et les autorités n'eussent pas manqué de le réprimer, si cela avait été possible. Ce n'est pas que les Dauphinois fussent tous précisément bonapartistes; même, parmi la noblesse et la riche bourgeoisie, on aurait pu compter quelques bourbonniens, mais ils se tinrent à l'écart. Il y avait encore, et en nombre plus considérable, des adversaires du despotisme impérial, et bien des esprits restés imbus des principes républicains; les campagnes, aussi bien que les cités, se plaignaient amèrement depuis longtemps des lourdes contributions d'hommes et d'argent qui pesaient sur elles, mais, en ce moment, Napoléon apparaissait comme le génie vengeur qui allait délivrer la France du gouvernement imposé par les armes de l'étranger.

Le second règne de Napoléon I<sup>er</sup>, comme on le sait, dura cent jours. L'irruption commoulee des alliés sur notre territoire ramena, en cette même année 1815, les troupes autrichiennes dans le Dauphiné. Grenoble fit une défense héroïque, que rendirent infructueuses l'abdication de Napoléon, le 22 juin, et la capitulation de Paris, signée le 3 juillet. Depuis lors, l'histoire du Dauphiné ne présente pas de particularités saillantes, abstraction faite, toutefois, des incidents se reliant aux vicissitudes de la politique intérieure de la France. Dans les grandes villes du Dauphiné, et surtout dans celles des départements de la Drôme et de l'Isère, l'esprit public est généralement très-libéral et se préoccupe vivement de tout ce qui touche au progrès social.

Au mois de février 1814, une armée autrichienne était entrée en Savoie. Le vice-roi d'Italie, Eugène, retenu par Murat, qui avait

le rendit le libérateur de ses concitoyens. Grâce à la vigueur de caractère et de tempérament de Lesdiguières, le Dauphiné fut préservé de l'envahissement du Renard des Alpes, Charles-Emmanuel, duc de Savoie, qui convoitait cette belle fraction de la renouveau de l'ennemi; mais la promptitude de la France méridionale au commencement du règne de Henri IV.

Fier de ses services et de ses succès, Lesdiguières envoya demander au roi l'autorisation de porter le titre de gouverneur du Dauphiné; le gouvernement lui en appartenait déjà de fait, puisqu'il y commandait en maître absolu. Aussi lorsque son envoyé, Bérançon, répondit aux conseillers du Béarnais, lesquels objectaient à sa demande qu'il ne pouvait pas remettre à son prince de France : « Si messieurs les conseillers de Sa Majesté ne jugent pas à propos de donner à mon maître le gouvernement du Dauphiné, il leur faudra aviser aux moyens de le lui enlever. » Henri IV sourit et dit : « Le Dauphiné est déjà de fait, puisqu

